

Consortium pour la Recherche Economiques en Afrique

Policy Briefs

Réduction de la Pauvreté et Croissance Economique: Cas du Tchad

Par Tabo Symphorien Ndang et Blandine Nan-Guer

Depuis 2003, le Tchad jouit d'importantes ressources financières issues du pétrole dont l'exploitation a été rendue possible grâce à l'engagement du gouvernement vis-à-vis des bailleurs à consacrer ces revenus supplémentaires à l'éradication de la pauvreté. Le paradoxe vient du fait que la croissance économique au Tchad impulsée par les activités pétrolières n'a visiblement pas impacté la réduction de la pauvreté. Selon plusieurs sources, la pauvreté a plutôt progressé lors de la dernière décennie. Quelle est la dynamique réelle de la pauvreté au Tchad au cours des 10 dernières années et pourquoi les fortes performances économiques du Tchad n'ont-elles pas permis de faire reculer la pauvreté massive au Tchad ? Telles sont les principales questions auxquelles la présente étude tente de répondre.

Les résultats de la recherche ont confirmé l'aggravation de la pauvreté au Tchad et relevé les facteurs (faibles maîtrises des dépenses publiques, corruption, conflits armés, gaspillage) qui ont empêché que les pauvres puissent bénéficier de la croissance économique.

Ces résultats apparaissent au moment où le gouvernement, la société civile, les partenaires au Développement (Banque Mondiale, FMI, Union européenne), le secteur privé se sont engagés à réviser le document stratégique de réduction de la pauvreté 2ème génération qui est la seule référence des politiques économiques au Tchad.

INTRODUCTION

Malgré une production pétrolière journalière moyenne de 170 000 barils par jour et une croissance économique moyenne de 10% au cours des 10 dernières années, la dégradation des conditions de vie des tchadiens n'a cessé de s'amplifier. L'indice de développement humain 2011 classe le Tchad 163 sur 173 pays et les indicateurs sanitaires sont les plus bas de la sous région d'Afrique centrale. La dernière enquête ménage estime à plus de 55% le pourcentage des personnes pauvres au Tchad et selon l'enquête démographique de santé 2004, le taux de mortalité infantile est de 108 décès pour 1000 naissances vivantes et le taux de mortalité infanto-juvénile est de 179/ 1000 naissance vivantes. Le taux de mortalité maternelle, quant à lui est de 1200/ 100.000 naissances vivantes, soit le deuxième taux le plus élevé au monde, après l'Afghanistan (WHO/UNFPA/World Bank/UNICEF, 2009).

Ce dualisme entre la croissance économique et la pauvreté suscite beaucoup d'interrogation venant des économistes et autres experts de la pauvreté et les explications varient selon les écoles et les théoriques économiques.

Mots clés: **Pauvreté, Croissance économique, Tchad, Pétrole, conflits armés**

La présente étude est une contribution à ce débat et s'est donné pour objectif de déceler les origines du faible lien entre la croissance économique et la réduction de la pauvreté au Tchad.

METHODOLOGIE

Plusieurs méthodes d'analyse ont été appliquées selon les objectifs spécifiques assignés à l'étude.

En première étape, les indicateurs statistiques descriptifs de tendance centrale et de dispersion (moyenne, écart type, médiane, etc.) ainsi que les histogrammes et graphiques sectoriels ont été utilisées pour faire des comparaisons spatiales et temporelles en ce qui concerne les agrégats économiques (PIB/tête, investissements, transferts, épargnes, consommation) et les indicateurs sociaux (taux de pauvreté, taux brut de scolarisation, IDH, taux de mortalité infantile, taux de mortalité maternelle, etc.). Cette méthode a permis aussi de faire le bilan de la mise en œuvre des OMD au Tchad ainsi que de comparer les résultats de la SNRP ¹ et SNRP ².

En deuxième étape et pour dresser le profil de la pauvreté monétaire, quelques indicateurs usuels ont été calculés, notamment l'incidence de la pauvreté, la profondeur de la pauvreté et la sévérité de la pauvreté. La courbe de Lorenz a permis de mesurer les ampleurs des inégalités selon certaines caractéristiques socio économiques.

En troisième étape, il est appliqué le principe IPM (Indicateur de pauvreté multi dimensionnelle) pour analyser la dynamique de la pauvreté non monétaire entre 1998 et 2004 en se focalisant sur l'analyse des correspondances multiples avec un seuil de pauvreté fixé de manière arbitraire.

PRINCIPAUX RESULTATS.

Les performances économiques du Tchad au cours des dernières années n'ont pas eu d'impact sur les conditions de vie des populations

Une analyse dynamique des indicateurs socio économiques à partir des données budgétaires et des données des enquêtes démographiques de santé et de consommation des ménages a permis en effet de constater l'aggravation des conditions de vie des populations sur la période d'étude pendant que le cadre macro économique est dans un dynamisme globalement favorable. En effet, le taux d'accès des populations aux services de base (eau, électricité), le taux de possession des toilettes, des moyens de transport, les indicateurs sanitaires ont tous reculé ou stagné, témoignant ainsi la dégradation des conditions de vie des populations sur la période d'étude.

Pourquoi la croissance économique n'a-t-elle pas entraîné la réduction de la pauvreté au Tchad ?

La croissance économique a favorisé plutôt le développement du gaspillage et de la corruption que la réduction de la pauvreté qui est devenue plus massive. L'instabilité politique des dernières années au Tchad a amputé les secteurs sociaux (éducation et santé) des ressources supplémentaires importantes consacrées aux dépenses de sécurité (armement, recrutement et formation des soldats et réfection des infrastructures endommagées lors des combats) qui ont connu des hausses exponentielles. En interrogeant l'efficacité des dépenses publiques et la forte augmentation des dépenses de sécurité en période de conflit armé, nous avons aussi réussi à montrer que l'instabilité chronique et les conflits armés au Tchad ont freiné la croissance économique et par ricochet la réduction de la pauvreté.

¹ SNRP est la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté

D'importantes ressources financières qui auraient pu servir à lutter contre la pauvreté ont été engagées dans les achats des armes, le paiement des militaires, la réfection des infrastructures endommagées pendant les périodes de trouble politiques.

Le Tchad a-t-il les chances d'atteindre les OMD d'ici 2015 ?

L'étude a permis de faire l'état de mise en œuvre des OMD à 3 ans de l'échéance. Sur les 8 objectifs, un seul a plus de chance d'être atteint. Il s'agit de l'éducation primaire pour tous. Les autres sont hors d'atteinte d'ici 2015 en raison de plusieurs facteurs

Implications

La non satisfaction des besoins des plus vulnérables ou l'absence de croissance pro pauvre est une bombe à retardement et une menace pour le développement économique.

L'analyse approfondie de l'étude fait ressortir un certain nombre de problèmes d'inefficacité des politiques économiques en termes de réduction de la pauvreté. Les facteurs de blocages sont liés particulièrement aux difficultés qu'éprouvent les groupes les plus vulnérables à profiter des retombées économiques ou des actions politiques. Les inégalités entre les régions et entre les individus s'amplifient. Le monde rural est de plus en plus acculé par les difficultés de tous genres.

Si ces facteurs aggravants de la pauvreté et des inégalités ne sont maîtrisés ou éradiqués, il est évident que les populations les plus touchées ne sauraient contenir leur colère. Les ingrédients d'un soulèvement social seront réunis et le gouvernement à intérêt à garantir que les ressources atteignent les plus nécessiteux. Ce signe a été déjà observé en février 2008 avec l'entrée des rebelles dans la capitale et où des populations de tout âge, tout sexe, religion et de toute ethnie se sont violemment prises aux biens, édifices publics.

Recommandations

L'éradication de la corruption augmentera les chances de réduction de pauvreté au Tchad.

D'ambitieuses politiques de lutte contre la corruption doivent être engagées par le gouvernement pour rendre la croissance économique au Tchad pro pauvre. A ce niveau, le gouvernement ne doit pas se contenter d'accorder des lignes budgétaires conséquentes aux secteurs sociaux mais il doit veiller à ce que les taux d'exécution budgétaires dans ces ministères soient aussi élevés que ceux des secteurs de souveraineté et surtout que ces dépenses atteignent les cibles.

La maîtrise des dépenses publiques est un préalable pour une croissance économique pro pauvre.

Cette maîtrise des dépenses publiques passe par une maîtrise des procédures, la maîtrise de la budgétisation et la réduction des postes budgétaires à forte incidence de corruption. La croissance économique doit être au service du bien être social et donc par ricochet de la réduction de la pauvreté. Si elle ne permet pas de la réduire, elle doit forcément être réorientée pour intégrer la dimension réduction de la pauvreté. Les autorités tchadiennes sont invitées à faire le suivi et l'évaluation du budget et des impacts sociaux de leurs actions de développement pour des éventuelles révisions.

La réduction des inégalités régionales et des disparités rural/urbain est un préalable pour une croissance économique pro pauvre.

Notre étude a montré que la pauvreté est régionale et surtout rurale au Tchad. De fortes inégalités existent entre les régions en matière de dotations d'infrastructures de base. La pauvreté est surtout rurale et aider les paysans à rentabiliser leurs activités agricoles doit être au cœur des stratégies de réduction de la pauvreté. Cet appui passe inévitablement par des subventions pour les achats des intrants, l'amélioration des conditions archaïque de travail des paysans et une politique de formation des prix qui leur est favorable. Des mesures efficace de la reforme de la filière coton dont vivent plus

de 2 millions de Tchadiens sont indispensables dans ce contexte de lutte contre la pauvreté. La sécurité dans les champs et les villages est un gage d'un meilleur rendement agricole.

S'agissant des disparités régionales mises en exergue par nos travaux, il urge pour les autorités de tenter un rééquilibrage des investissements et mieux encore garantir l'efficacité des dépenses publiques engagées.

Le développement de secteurs économiques non pétroliers est un gage de stabilité et de durabilité face aux fluctuations et au tarissement des revenus pétroliers.

L'étude a montré la forte dépendance de l'économie tchadienne aux revenus pétroliers qui représentent plus de 70% des recettes de l'Etat. Le pétrole étant une denrée épuisable et volatile selon la conjoncture internationale, cette dépendance comporte de nombreux inconvénients et peut handicaper fondamentalement les stratégies de réduction de la pauvreté. C'est pourquoi, la diversification des sources de croissance est une nécessité dans les efforts de réduction de la pauvreté : redynamiser la filière de coton, de la gomme arabique, doter le Tchad d'une cimenterie pour propulser les Bâtiments et Travaux Publics.

La consolidation de la paix est un facteur de réduction de la pauvreté au Tchad.

L'étude a révélé aussi que les conflits armés et l'insécurité ont des coûts négatifs exorbitants sur les stratégies de réduction de la pauvreté. Premièrement, l'instabilité bloque les activités productrices et par ricochet la croissance économique. Sans croissance économique forte, il ne peut y avoir de revenus et donc il y a là une source d'aggravation de la pauvreté. Deuxièmement, en situation de conflit armé, les autorités privilégient les dépenses sécuritaires aux dépenses pro pauvres. Enfin, les dégâts causés par les guerres ont un coût financier important en termes de réhabilitation et de réfection. C'est pour quoi, la paix est une condition incontournable pour la réduction de la pauvreté. Cette paix passe par la consolidation des accords signés entre les autorités et les partis politiques. Elle passe aussi et surtout par la bonne gouvernance sans laquelle d'autres contestations sont inévitables.

REFERENCE

1. Francis Gendreau (1998) : Crises, pauvreté et changement démographiques dans les pays du sud.
2. Foster, James, Joel Greer, And Erick Thorbecke (1984): " A class of decomposable poverty Measures", *Econometrica*.
3. INSEED (1995) : Enquête Consommation et Secteur Informel au Tchad, I.
4. INSEED (2006) : Enquête Consommation et Secteur informel au Tchad II.
5. INSEED (1998) : Enquête démographique de santé I.
6. INSEED (2004) : Enquête démographique de santé II.
7. Kakwani, N. et Pernia, E. (2000): "What is pro-poor Growth?", *Asian Development*
8. KLASSEN, S. (2003), « In search of the holy grail : how to achieve pro-poor growth ? », Ibero-America Institute for Economic Research, University of Goettingen, Discussion Paper n° 96, October.
9. LACHAUD (2000) : « Dépenses des ménages, développement humain et pauvreté au Burkina Faso : Substitution ou complémentarité ? », Document de travail n°49, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Centre d'économie de développement.
10. LOPEZ, H. (2004), « Pro-Poor Growth : A Review of What We Know (and of What We Don't) », prepared as part of the Operationalizing Pro-Poor Growth research program, World Bank, September.
11. RAVALLION, M. (2004): « Pro-poor growth : a primer », World Bank, Development Research Group, Policy Research Paper n° 3242, March.
12. RAVALLION, M. ET S. CHEN (2003):« Measuring pro-poor growth », *Economics Letters*, vol.78, n° 1, p. 93-99
13. Ravallion, M, Chen, S. (2002): "Measuring Pro-Poor Growth", Washington, Working Paper 2666, World Bank.

Mots clés: **Pauvreté, Croissance économique, Tchad, Pétrole, conflits armés**

14. République du Tchad (2003) : Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté. Ministère du Plan, du Développement et de la Coopération, Comité de Pilotage de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté.
15. République du Tchad (2008) : Stratégie Nationale de Croissance et de Réduction de la Pauvreté, deuxième génération. Ministère du Plan, du Développement et de la Coopération, Comité de Pilotage de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
16. Wetta et ali.(1999) : "Le profil d'inégalité et de pauvreté au Burkina Faso", Cahier de Recherche N°:00-°2, Université de Laval
17. World Bank. (2000):"World Development Report 2004: Making Services Work For Poor People", Oxford University Press, World Bank.